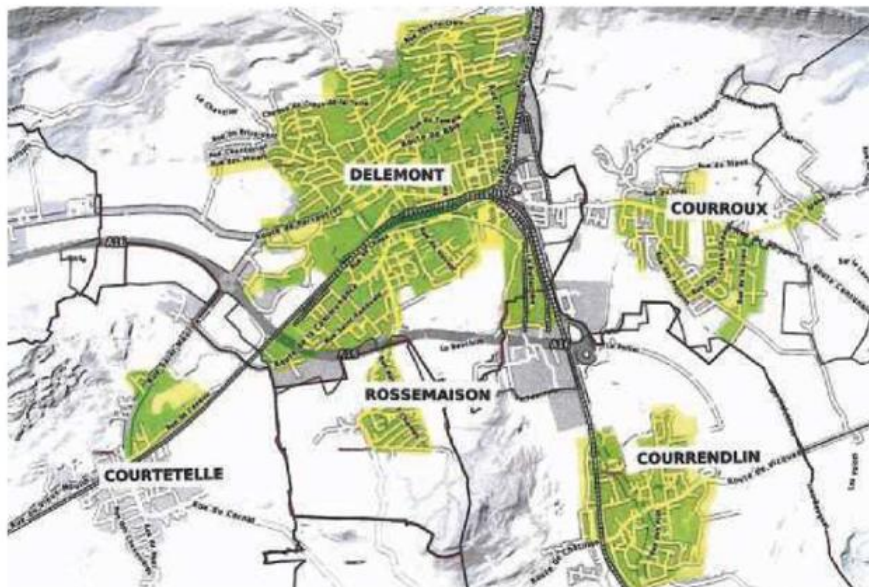


## DELEMONT

# La fin des prestations des SID pour Régiogaz, qui estime le contraire

«À ce jour, les Services Industriels Delémontains (SID) n'assurent plus aucune prestation pour Régiogaz. Nous ne savons pas qui les assure sur son réseau dans les villages», a annoncé Murielle Macchi-Berdat, lundi devant le Conseil de ville. Des propos qui font bondir Joël Burkhalter, président du conseil d'administration de Régiogaz, convaincu que les SID continueront à intervenir dans les autres communes. Explications.



Le réseau de distribution du gaz naturel est entretenu par les Services industriels de Delémont dans la capitale, alors qu'un certain flou demeure autour de l'entretien du réseau desservant les communes voisines.

C'est en répondant à une question orale de son collègue de parti Maël Bourquard (PS) que Murielle Macchi-Berdat, responsable du Département de l'énergie et des eaux, a rappelé que la commune de Delémont a dédit le contrat de prestation la liant avec Régiogaz au 30 septembre dernier. Le Conseil communal a alors soumis à Régiogaz un projet de convention transactionnelle pour que les SID continuent à assumer l'entretien de tout le réseau jusqu'à la fin de l'année.

## Manquements dénoncés

«À ce jour, la Municipalité n'a pas reçu de réponse des communes membres de Régiogaz», a déploré Murielle Macchi-Berdat, en insistant sur le fait qu'il était impossible de poursuivre une collaboration avec une société ne respectant pas les bonnes pratiques. «Il y a des manquements dans l'opérationnel et un risque avéré pour la sécurité des biens et des personnes. Nous nous basons sur des faits solides et des rapports sur des accidents survenus ces derniers temps», a expliqué la conseillère communale.

Elle a ensuite indiqué, en réponse à une question de Céline Robert-Charrie Linder (Alternative de gauche), que les Delémontains se prononceraient le 13 février sur le référendum lancé par le PLR pour s'opposer à la vente des actions de Régiogaz, acceptée le 30 août dernier par le Conseil de ville. «Plus vite ce sera voté, plus vite il sera possible d'intervenir sur la facture de gaz», a-t-elle encore déclaré, estimant qu'il sera plus profitable aux clients que Delémont gère seul son approvisionnement.

## «Une polémique inutile»

«Nous avons pris du retard dans la signature de la convention transactionnelle avec Delémont, mais cela va se faire», assure Joël Burkhalter, convaincu que les SID vont continuer à assurer l'entretien du réseau des communes de Courtételle, Courrendlin, Rossemaison et Courroux pendant cette période de vide contractuel. Notamment aussi

parce que les responsables de Régiogaz considèrent que la dédite envoyée par Delémont n'est pas valable, car ne respectant pas le délai de résiliation de deux ans. «S'il y a une urgence, nous alerterons le service de piquet des SID»,

confirme Roman Derungs, directeur de Régiogaz.

«Aucun problème de sécurité n'a été constaté dans le réseau depuis 25 ans», relève d'autre part son conseil d'administration dans une récente information à ses clients, où il

précise que, si une pelle mécanique a endommagé un tuyau il y a peu à Courroux, «il est faux de prétendre que ce genre d'incident résulte d'un problème de sécurité du réseau.» La société ajoute que tout est mis en œuvre et qu'elle a pris les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du réseau.



**Aucun problème de sécurité n'a été constaté dans le réseau depuis 25 ans.»**

Le CA de Régiogaz déplore plus largement «la polémique inutile née d'une expression publique irrespectueuse des accords convenus» entre les différents partenaires. Il insiste enfin sur le fait que le modèle d'approvisionnement de Régiogaz a permis d'atténuer les effets des récentes augmentations du gaz qui auraient pu être encore plus prononcées.

THIERRY BÉDAT

## Motion déposée pour qu'il soit possible de chauffer les terrasses des restaurants

«Chauffer les terrasses doit être exceptionnel et ne peut être la règle, mais la situation virale est aujourd'hui encore bien présente. Pourquoi ne pas aider les restaurateurs en assouplissant quelque peu les mesures drastiques du chauffage en plein air?» demande le conseiller de ville Alexandre Kaiser (PCSI) dans une motion déposée avant-hier soir, après la question orale sur le même sujet posé par Pierre Chételat (PLR).

Après avoir évoqué l'idée de lancer une initiative communale, ce dernier y avait renoncé, estimant qu'il n'était pas possible de faire changer d'avis le Conseil communal, même si plusieurs communes du canton autorisent des ins-

tallations de chauffage sur les terrasses de leurs établissements publics. Dans sa motion, Alexandre Kaiser relève que les autorités ont tout loisir de fixer des conditions claires en autorisant des chauffages limités dans le temps et en exigeant des appareils «climat compatibles».

«Il existe une alternative aux chauffeuses électriques ou à gaz avec des modèles aux pellets ou à l'éthanol qui fonctionnent avec des ressources renouvelables», insiste le conseiller de ville. Il souhaite aussi qu'un règlement soit établi pour permettre aux restaurateurs de chauffer leurs terrasses. Sa proposition sera discutée lors d'une prochaine séance du législatif delémontain.

TB